

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

[C – 2019/11958]

11 JUIN 1987. — Loi portant approbation de la Convention n° 156 concernant l'égalité de chances et de traitement pour les travailleurs des deux sexes : travailleur ayant des responsabilités familiales, adoptée à Genève, le 23 juin 1981, par la Conférence internationale du Travail lors de sa soixante-septième Session (1)(2)(3)

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article unique. La Convention n° 156 concernant l'égalité de chances et de traitement pour les travailleurs des deux sexes : travailleur ayant des responsabilités familiales, adoptée à Genève, le 23 juin 1981, par la Conférence internationale du Travail lors de sa soixante-septième Session, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 juin 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Relations extérieures,
L. TINDEMANS

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
J. GOL

Notes

(1) La Chambre des représentants (www.lachambre.be)

Documents : 604/1 (1985-1986)

Rapport: 24/11/1986

Sénat de Belgique (www.senate.be):

Documents: 410/1 (1986-1987)

Rapport: 11/03/1987.

(2) Voir Décret de la Communauté/Région flamande du 23/11/2007 (*Moniteur belge* du 25/02/2008), Décret de la Communauté française du 22/12/1997 (*Moniteur belge* du 15/08/1998), Décret de la Communauté germanophone du 15/12/1997 (*Moniteur belge* du 20/06/1998), Décret de la Région wallonne du 20/07/2011 (*Moniteur belge* du 08/08/2011 + 09/08/2011), Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 05/02/2015 (*Moniteur belge* du 19/02/2015), Ordonnance de la Commission communautaire commune du 19/04/2007 (*Moniteur belge* du 03/07/2007).

(3) Voir liste Etats liés.

**FEDERALE OVERHEIDS DIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

[C – 2019/11958]

11 JUNI 1987. — Wet houdende goedkeuring van het Verdrag nr 156 betreffende gelijke kansen voor een gelijke behandeling van mannelijke en vrouwelijke werknemers: werknemers met gezinsverantwoordelijkheid, aangenomen te Genève op 23 juni 1981, door de Internationale Arbeidsconferentie tijdens haar zeventigste zitting (1)(2)(3)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekraftigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Het Verdrag nr 156 betreffende gelijke kansen voor een gelijke behandeling van mannelijke en vrouwelijke werknemers: werknemers met gezinsverantwoordelijkheid, aangenomen te Genève op 23 juni 1981, door de Internationale Arbeidsconferentie tijdens haar zeventigste zitting, zal volkomen uitwerking hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 11 juni 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,
L. TINDEMANS

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

Gezien en met's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,
J. GOL

Nota's

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)

Stukken: 604/1 (1985-1986)

Verslag: 24/11/1986

Senaat van België (www.senate.be):

Stukken: 410/1 (1986-1987)

Verslag: 11/03/1987.

(2) Zie Decreet van de Vlaamse Gemeenschap/ het Vlaamse Gewest van 23/11/2007 (*Belgisch Staatsblad* van 25/02/2008), Decreet van de Franse Gemeenschap van 22/12/1997 (*Belgisch Staatsblad* van 15/08/1998), Decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 15/12/1997 (*Belgisch Staatsblad* van 20/06/1998), Decreet van het Waalse Gewest van 20/07/2011 (*Belgisch Staatsblad* van 08/08/2011 + 09/08/2011), Ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 05/02/2015 (*Belgisch Staatsblad* van 19/02/2015), Ordonnantie van de Gemeenschapscommissie van 19/04/2007 (*Belgisch Staatsblad* van 03/07/2007).

(3) Zie lijst gebonden Staten.

(VERTALING)

Convention concernant l'égalité de chances et de traitement pour les travailleurs des deux sexes: travailleurs ayant des responsabilités familiales

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 3 juin 1981, en sa soixante-septième session:

Verdrag betreffende gelijke kansen voor een gelijke behandeling van mannelijke en vrouwelijke werknemers: werknemers met gezinsverantwoordelijkheid

De Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie, Bijeengeroepen te Genève door de Raad van Beheer van het Internationale Arbeidsbureau, en aldaar bijeengekomen in haar zeventigste zitting op 3 juni 1981;

Notant les termes de la Déclaration de Philadelphie concernant les buts et objectifs de l'Organisation internationale du Travail, qui reconnaît que "tous les êtres humains, quels que soient leur race, leur croyance ou leur sexe, ont le droit de poursuivre leur progrès matériel et leur développement spirituel dans la liberté et la dignité, dans la sécurité économique et avec des chances égales";

Notant les termes de la Déclaration sur l'égalité de chances et de traitement pour les travailleuses et de la résolution concernant un plan d'action en vue de promouvoir l'égalité de chances et de traitement pour les travailleuses adoptées par la Conférence internationale du Travail en 1975;

Notant les dispositions des conventions et recommandations internationales du travail visant à assurer l'égalité de chances et de traitement pour les travailleurs des deux sexes, notamment de la convention et de la recommandation sur l'égalité de rémunération, 1951; de la convention et de la recommandation concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, et de la partie VIII de la recommandation sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975;

Rappelant que la convention concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, ne vise pas expressément les distinctions fondées sur les responsabilités familiales, et estimant que de nouvelles normes sont nécessaires à cet égard;

Notant les termes de la recommandation sur l'emploi des femmes ayant des responsabilités familiales, 1965, et considérant les changements survenus depuis son adoption;

Notant que des instruments sur l'égalité de chances et de traitement pour les hommes et les femmes ont aussi été adoptés par les Nations Unies et par d'autres institutions spécialisées et rappelant, en particulier, le quatorzième paragraphe du préambule de la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, 1979, qui indique que les Etats parties sont "conscients que le rôle traditionnel de l'homme dans la famille et dans la société doit évoluer autant que celui de la femme si l'on veut parvenir à une réelle égalité de l'homme et de la femme";

Reconnaisant que les problèmes des travailleurs ayant des responsabilités familiales sont des aspects de questions plus larges concernant la famille et la société dont les politiques nationales devraient tenir compte;

Reconnaisant la nécessité d'instaurer l'égalité effective de chances et de traitement entre les travailleurs des deux sexes qui ont des responsabilités familiales, comme entre ceux-ci et les autres travailleurs;

Considérant que bon nombre des problèmes auxquels sont confrontés tous les travailleurs sont aggravés dans le cas des travailleurs ayant des responsabilités familiales, et reconnaissant la nécessité d'améliorer la condition de ces derniers à la fois par des mesures répondant à leurs besoins particuliers et par des mesures visant à améliorer de façon générale la condition des travailleurs;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à l'égalité de chances et de traitement pour les travailleurs des deux sexes: travailleurs ayant des responsabilités familiales, question qui constitue le cinquième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendront la forme d'une convention internationale,

adopte, ce vingt-troisième jour de juin mil neuf cent quatre-vingt-un, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981:

Article 1

- La présente convention s'applique aux travailleurs des deux sexes ayant des responsabilités à l'égard de leurs enfants à charge, lorsque ces responsabilités limitent leurs possibilités de se préparer à l'activité économique, d'y accéder, d'y participer ou d'y progresser.
- Les dispositions de la présente convention seront également appliquées aux travailleurs des deux sexes ayant des responsabilités à l'égard d'autres membres de leur famille directe qui ont manifestement besoin de leurs soins ou de leur soutien, lorsque ces responsabilités limitent leurs possibilités de se préparer à l'activité économique, d'y accéder, d'y participer ou d'y progresser.

Gelet op de Verklaring van Philadelphia inzake de doelstellingen van de Internationale Arbeidsorganisatie, waarin wordt erkend dat "alle mensen ongeacht hun ras, geloof of geslacht, het recht hebben om, in vrijheid en waardigheid, in economische zekerheid en met gelijkheid van kansen, te streven naar materiële vooruitgang en naar geestelijke ontwikkeling", en

Gelet op de bewoordingen van de Verklaring inzake gelijkheid van kansen voor en gelijke behandeling van vrouwelijke arbeiders en van resolutie inzake een actieplan ter bevordering van de gelijkheid van kansen voor en gelijke behandeling van vrouwelijke arbeiders, aangenomen door de Internationale Arbeidsconferentie in 1975, en

Gelet op de bepaling van internationale arbeidsovereenkomsten en aanbevelingen, die erop zijn gericht de gelijkheid van kansen voor en gelijke behandeling van mannelijke en vrouwelijke arbeiders te verzekeren, met name het Verdrag en de Aanbeveling betreffende gelijke beloning, 1951, het Verdrag en de Aanbeveling betreffende discriminatie (arbeid en beroep), 1958 en Deel VII van de Aanbeveling betreffende menselijke hulpbronnen, 1975, en

Eraan herinnerend dat in het Verdrag betreffende discriminatie (arbeid en beroep), 1958, niet uitdrukkelijk aandacht wordt besteed aan onderscheid gemaakt op basis van gezinsverantwoordelijkheid, en overwegende dat te dien aanzien aanvullende normen noodzakelijk zijn, en

Gelet op de bewoordingen van de Aanbeveling betreffende tewerkstelling (vrouwen met gezinsverantwoordelijkheid), 1965, en overwegende de veranderingen die zich sedert de aanneming hiervan hebben voltrokken, en

Gelet op het feit dat er tevens akten met betrekking tot gelijkheid van kansen voor en gelijke behandeling van mannen en vrouwen zijn aangenomen door de Verenigde Naties en andere gespecialiseerde organisaties en in het bijzonder herinnerend aan de veertiende alinea van de preambule van het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen, 1979, waarin staat dat de Lid-Staten "zich ervan bewust zijn dat een verandering in de traditionele rol zowel van mannen als van vrouwen in de maatschappij en in het gezin noodzakelijk is, om tot volledige gelijkheid van mannen en vrouwen te komen", en

Erkennend dat de problemen van arbeiders met gezinsverantwoordelijkheid deel uitmaken van meer algemene vraagstukken met betrekking tot gezin en samenleving, waarmede rekening dient te worden gehouden in het nationale beleid, en

Erkennend de noodzaak werkelijke gelijkheid van kansen en behandeling tussen mannen en vrouwen met gezinsverantwoordelijkheid en tussen zodanige arbeiders en andere arbeiders te bewerkstelligen, en

Overwegend dat vele van de problemen waarmede alle arbeiders worden geconfronteerd, ernstiger vormen aannemen in het geval van arbeiders met gezinsverantwoordelijkheid, en erkennend de noodzaak de omstandigheden van deze laatsten te verbeteren, door het nemen van zowel maatregelen ter verbetering van de omstandigheden van arbeiders in het algemeen, en

Besloten hebbend tot aanneming van bepaalde voorstellen met betrekking tot gelijke kansen voor en gelijke behandeling van mannelijke en vrouwelijke arbeiders: arbeiders met gezinsverantwoordelijkheid, welk onderwerp als vijfde punt op agenda van de zitting voorkomt, en

Vastgesteld hebbend dat deze voorstellen de vorm van een internationaal verdrag dienen te krijgen,

aanvaardt heden, de drieëntwintigste juni van het jaar negentienhonderd eenentachtig het volgende Verdrag, dat kan worden aangehaald als Verdrag betreffende arbeiders met gezinsverantwoordelijkheid, 1981:

Artikel 1

- Dit Verdrag is van toepassing op mannelijke en vrouwelijke arbeiders die verantwoordelijk zijn voor hun afhankelijke kinderen, wanneer zodanige verantwoordelijkheid hen beperkt in hun mogelijkheden tot voorbereiding op, toegang tot, deelneming aan of ontwikkeling in economische bedrijvigheid.
- De bepalingen van dit Verdrag worden tevens toegepast op mannelijke en vrouwelijke arbeiders met verantwoordelijkheid jegens andere directe familieleden, die duidelijk hun zorg of steun behoeven, wanneer zodanige verantwoordelijkheid hen beperkt in hun mogelijkheden tot voorbereiding op, toegang tot, deelneming aan of ontwikkeling in economische bedrijvigheid.

3. Aux fins de la présente convention, les termes "enfants à charge" et "autre membre de la famille directe qui a manifestement besoin de soins ou de soutien" s'entendent au sens défini dans chaque pays par l'un des moyens visés à l'article 9 ci-dessous.
4. Les travailleurs visés aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus sont dénommés ci-après "travailleurs ayant des responsabilités familiales".

Article 2

La présente convention s'applique à toutes les branches d'activité économique et à toutes les catégories de travailleurs.

Article 3

- En vue d'instaurer l'égalité effective de chances et de traitement pour les travailleurs des deux sexes, chaque Membre doit, parmi ses objectifs de politique nationale, viser à permettre aux personnes ayant des responsabilités familiales qui occupent ou désirent occuper un emploi d'exercer leur droit de l'occuper ou de l'obtenir sans faire l'objet de discrimination et, dans la mesure du possible, sans conflit entre leurs responsabilités professionnelles et familiales.
- Aux fins du paragraphe 1 ci-dessus, le terme discrimination signifie la discrimination en matière d'emploi et de profession, telle que définie aux articles 1 et 5 de la convention concernant la discrimination (emploi et profession), 1958.

Article 4

En vue d'instaurer l'égalité effective de chances et de traitement pour les travailleurs des deux sexes, toutes les mesures compatibles avec les conditions et possibilités nationales doivent être prises pour:

- permettre aux travailleurs ayant des responsabilités familiales d'exercer leur droit au libre choix de leur emploi;
- tenir compte de leurs besoins en ce qui concerne les conditions d'emploi et la sécurité sociale.

Article 5

Toutes les mesures compatibles avec les conditions et possibilités nationales doivent également être prises pour:

- tenir compte des besoins des travailleurs ayant des responsabilités familiales dans l'aménagement des collectivités, locales ou régionales;
- développer ou promouvoir des services communautaires, publics ou privés, tels que des services et installations de soins aux enfants et d'aide à la famille.

Article 6

Les autorités et organismes compétents dans chaque pays doivent prendre des mesures appropriées pour promouvoir une information et une éducation qui suscitent dans le public une meilleure compréhension du principe de l'égalité de chances et de traitement pour les travailleurs des deux sexes et des problèmes des travailleurs ayant des responsabilités familiales, ainsi qu'un courant d'opinion favorable à la solution de ces problèmes.

Article 7

Toutes les mesures compatibles avec les conditions et possibilités nationales, entre autres des mesures dans le domaine de l'orientation et de la formation professionnelles, doivent être prises pour permettre aux travailleurs ayant des responsabilités familiales de s'intégrer dans la population active, de continuer à en faire partie et de reprendre un emploi après une absence due à ces responsabilités.

Article 8

Les responsabilités familiales ne peuvent, en tant que telles, constituer un motif valable pour mettre fin à la relation de travail.

Article 9

Les dispositions de la présente convention peuvent être appliquées par voie de législation, de conventions collectives, de règlements d'entreprise, de sentences arbitrales, de décisions judiciaires, ou par une combinaison de ces divers moyens, ou de toute autre manière appropriée, conforme à la pratique nationale et tenant compte des conditions nationales.

- Voor de toepassing van dit Verdrag worden onder "afhankelijk kind" en "andere direct familielid dat duidelijk zorg of steun behoeft" verstaan personen die in ieder land op één van de in artikel 9 van dit Verdrag genoemde wijzen als zodanig worden omschreven.
- De onder het eerste en tweede lid van dit artikel vallende arbeiders worden hierna genoemd "arbeiders met gezinsverantwoordelijkheid".

Artikel 2

Dit Verdrag is van toepassing op alle takken van economische bedrijvigheid en alle categorieën arbeiders.

Artikel 3

- Teneinde werkelijke gelijkheid van kansen voor en gelijke behandeling van mannelijke en vrouwelijke arbeiders te bewerkstelligen, stelt ieder Lid zich in zijn nationale beleid ten doel personen met gezinsverantwoordelijkheid, die een betrekking vervullen of wensen te vervullen, in staat te stellen hun recht om zulks te doen uit te oefenen, zonder aan discriminatie te worden blootgesteld en, voor zover mogelijk, zonder dat de verantwoordelijkheid ten aanzien van hun werk in botsing komt met hun gezinsverantwoordelijkheid.
- Voor de toepassing van het eerste lid van dit artikel wordt onder "discriminatie" verstaan discriminatie in arbeid en beroep, zoals omschreven in de artikelen 1 en 5 van het Verdrag betreffende discriminatie (arbeid en beroep), 1958.

Artikel 4

Teneinde werkelijke gelijkheid van kansen voor en gelijke behandeling van mannelijke en vrouwelijke arbeiders te bewerkstelligen, dienen alle met de nationale omstandigheden en mogelijkheden verenigbare maatregelen te worden getroffen teneinde:

- arbeiders met gezinsverantwoordelijkheid in staat te stellen hun recht op vrije beroepskeuze uit te oefenen; en
- rekening te houden met hun behoeften wat arbeidsvooraarden en sociale zekerheid betreft.

Artikel 5

Voorst dienen alle met de nationale omstandigheden en mogelijkheden verenigbare maatregelen te worden getroffen teneinde:

- rekening te houden met de behoeften van arbeiders met gezinsverantwoordelijkheid bij het opzetten van collectieve voorzieningen; en
- hetzij van overhedswege, hetzij op particulier initiatief, gemeenschapsvoorzieningen te ontwikkelen of te bevorderen, zoals diensten en voorzieningen voor kinderopvang en gezinshulp.

Artikel 6

De bevoegde autoriteit en instanties in ieder land nemen passende maatregelen ter bevordering van de voorlichting en educatie van het publiek, opdat meer begrip wordt gekwekt voor het beginsel van gelijkheid van kansen voor en gelijke behandeling van mannelijke en vrouwelijke arbeiders en voor de problemen van arbeiders met gezinsverantwoordelijkheid, en een publieke opinie te vormen die bijdraagt tot het oplossen van deze problemen.

Artikel 7

Alle met de nationale omstandigheden en mogelijkheden verenigbare maatregelen dienen te worden getroffen, met inbegrip van maatregelen op het gebied van beroepskeuze en -opleiding, teneinde arbeiders met gezinsverantwoordelijkheid in staat stellen aan het arbeidsproces te gaan deelnemen, eraan te blijven deelnemen en er opnieuw aan te gaan deelnemen na een aan deze verantwoordelijkheid toe te schrijven afwezigheid.

artikel 8

Gezinsverantwoordelijkheid vormt als zodanig geen geldige reden voor beëindiging van het dienstverband.

Artikel 9

De bepalingen van dit Verdrag kunnen worden toegepast door middel van wetten of voorschriften, collectieve arbeidsovereenkomsten, bedrijfsvoorschriften, scheidsrechterlijke vonnissen, rechterlijke beslissingen of een combinatie van deze middelen, of op enigerlei andere passende, met de nationale gebruiken verenigbare wijze, hierbij rekening houdend met de nationale omstandigheden.

Article 10

1. Compte tenu des conditions nationales, les dispositions de la présente convention pourront, si nécessaire, être appliquées par étapes, étant entendu que les mesures prises à cet effet s'appliqueront en tout état de cause à tous les travailleurs visés à l'article 1, paragraphe 1.
2. Tout Membre qui ratifie la présente convention indiquera dans le premier rapport sur l'application de celle-ci qu'il est appelé à soumettre en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail si et au sujet de quelles dispositions de la convention il entend se prévaloir de la possibilité offerte au paragraphe 1 du présent article, et il indiquera, dans les rapports suivants, la mesure dans laquelle il a donné, ou se propose de donner effet auxdites dispositions.

Article 11

Les organisations d'employeurs et de travailleurs auront le droit de participer, selon des modalités appropriées aux conditions et à la pratique nationales, à l'élaboration et à l'application des mesures prises pour donner effet aux dispositions de la présente convention.

Article 12

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 13

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.
2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.
3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 14

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.
2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié par une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 15

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.
2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Article 16

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 17

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Artikel 10

1. De bepaling van dit Verdrag kunnen zo nodig in fasen worden toegepast, daarbij rekening houdend met de nationale omstandigheden; met dien verstande dat de getroffen uitvoeringsmaatregelen in ieder geval van toepassing dienen te zijn op alle onder artikel 1, eerste lid, vallende arbeiders.
2. Elk Lid dat dit Verdrag bekraftigt, is gehouden in het eerste verslag over de toepassing van dit Verdrag ingediend overeenkomstig artikel 22 van het Statuut van de Internationale Arbeidsorganisatie, aan te geven in welk opzicht het eventueel voornameins is gebruik te maken van de in het eerste lid van dit artikel geboden mogelijkheid en dient in de volgende verslagen te vermelden in hoeverre het dien aanzien aan het Verdrag uitvoering heeft gegeven of voornameins is te geven.

Artikel 11

Organisaties van werkgevers en van werknemers hebben het recht op een op de nationale omstandigheden en gebruiken afgestemde wijze deel te nemen aan het ontwerpen en toepassen van maatregelen die erop zijn gericht uitvoering te geven aan de bepalingen van dit Verdrag.

Artikel 12

De officiële bekraftigingen van dit verdrag worden medegedeeld aan de Directeur-Generaal van het Internationale Arbeidsbureau en door hem geregistreerd.

Artikel 13

1. Dit Verdrag is slechts verbindend voor die Leden van de Internationale Arbeidsorganisatie die hun bekraftigingen door de Directeur-Generaal hebben doen registeren.
2. Het treedt in werking twaalf maanden na de datum waarop de bekraftigingen van twee Leden door de Directeur-Generaal zijn geregistreerd.
3. Vervolgens treedt dit Verdrag voor ieder Lid in werking twaalf maanden na de datum waarop zijn bekraftiging is geregistreerd.

Artikel 14

1. Ieder Lid dat dit Verdrag heeft bekraftigd, kan het opzeggen na afloop van een termijn van tien jaar na de datum waarop het Verdrag in werking is getreden, door middel van een aan de Directeur-Generaal van het Internationale Arbeidsbureau gerichte en door deze geregistreerde verklaring. De opzegging wordt eerst van kracht een jaar na de datum waarop zij is geregistreerd.
2. Ieder Lid dat dit Verdrag heeft bekraftigd en niet binnen een jaar na afloop van de termijn van tien jaar, als bedoeld in het vorige lid, gebruik maakt van de bevoegdheid tot opzegging voorzien in dit artikel, is voor een nieuwe termijn van tien jaar gebonden en kan daarna dit Verdrag opzeggen na afloop van elke termijn van tien jaar op de voorwaarden voorzien in dit artikel.

Artikel 15

1. De directeur-Generaal van het Internationale Arbeidsbureau stelt alle Leden van de Internationale Arbeidsorganisatie in kennis van de registratie van alle bekraftigingen en opzeggingen die hem door de Leden van de Organisatie zijn medegedeeld.
2. Bij de kennisgeving aan de Leden van de Organisatie van de registratie van de tweede hem medegedeelde bekraftiging vestigt de Directeur-Generaal de aandacht van de Leden van de Organisatie op de datum waarop dit Verdrag in werking treedt.

Artikel 16

De Directeur-Generaal van het Internationale Arbeidsbureau doet aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties mededeling, ter registratie overeenkomstig het bepaalde in artikel 102 van het Handvest der Verenigde Naties van de volledige bijzonderheden omtrent alle bekraftigingen en opzeggingen die hij overeenkomstig de bepalingen van de voorgaande artikelen heeft geregistreerd.

Artikel 17

De Raad van Beheer van het Internationale Arbeidsbureau brengt, telkens wanneer deze dit noodzakelijk acht aan de Algemene Conferentie verslag uit over de toepassing van dit Verdrag en onderzoekt of het wenselijk is de gehele of gedeeltelijke herziening ervan op de agenda van de Conferentie te plaatsen.

Article 18

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:
 - (a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 14 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;
 - (b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.
2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

Article 19

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa soixante-septième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le vingt-quatre juin 1981.

En foi de quoi ont apposé leurs signatures, ce vingt-cinquième jour de juin 1981.

Artikel 18

1. Indien de Conferentie een nieuw Verdrag aanneemt houdende gehele of gedeeltelijke herziening van dit Verdrag, zal, tenzij het nieuw Verdrag anders bepaalt:
 - (a) bekraftiging door een Lid van het nieuw Verdrag, houdende herziening, ipso jure onmiddellijke opzegging van dit Verdrag ten gevolg hebben, niettegenstaande het bepaalde in artikel 14 hierboven, onder voorbehoud evenwel dat het nieuwe Verdrag, houdende herziening, in werking is getreden;
 - (b) met ingang van de datum waarop het nieuwe Verdrag, houdende herziening, in werking is getreden, kan dit Verdrag niet langer door de Leden worden bekraftigd.
2. Dit Verdrag blijft echter naar vorm en inhoud van kracht voor de Leden die het hebben bekraftigd, en die het nieuwe Verdrag, houdende herziening, niet hebben bekraftigd.

Artikel 19

De Engelse en de Franse tekst van dit Verdrag zijn gelijkelijk gezaghebbend.

De voorgaande tekst is de authentieke tekst van het Verdrag, naar behoren aangenomen door de Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatietijdens haar zeventenzestigste zitting, welke werd gehouden te Genève en voor gesloten werd verklaard op de vierentwintigste juni 1981.

Ten blyke waarvan wij onze handtekening hebben geplaatst op de vijfentwintigste juni 1981.

PAYS	Type de consentement	Date de consentement	Entrée en vigueur
Albanie	ratification	11/10/2007	11/10/2008
Argentine	ratification	17/03/1988	17/03/1989
Australie	ratification	30/03/1990	30/03/1991
Azerbaïdjan	ratification	29/10/2010	29/10/2011
Belgique	ratification	10/04/2015	10/04/2016
Belize	ratification	22/06/1999	22/06/2000
Bolivie, Etat plurinational de	ratification	01/09/1998	01/09/1999
Bosnie-Herzégovine	ratification	02/06/1993	02/06/1994
Bulgarie	ratification	03/04/2006	03/04/2007
Chili	ratification	14/10/1994	14/10/1995
Corée, République de	ratification	29/03/2001	29/03/2002
Croatie	ratification	08/10/1991	08/10/1992
El Salvador	ratification	12/10/2000	12/10/2001
Equateur	ratification	08/02/2013	08/02/2014
Espagne	ratification	11/09/1985	11/09/1986
Ethiopie	ratification	28/01/1991	28/01/1992
Finlande	ratification	09/02/1983	09/02/1984
France	ratification	16/03/1989	16/03/1990
Grèce	ratification	10/06/1988	10/06/1989
Guatemala	ratification	06/01/1994	06/01/1995
Guinée	ratification	16/10/1995	16/10/1996
Islande	ratification	22/06/2000	22/06/2001
Japon	ratification	09/06/1995	09/06/1996
Kazakhstan	ratification	17/01/2013	17/01/2014
Lituuanie	ratification	06/05/2004	06/05/2005
Macédoine du Nord	ratification	17/11/1991	17/11/1992
Maurice	ratification	05/04/2004	05/04/2005
Monténégro	ratification	03/06/2006	03/06/2007
Niger	ratification	05/06/1985	05/06/1986
Norvège	ratification	22/06/1982	11/08/1983
Paraguay	ratification	21/12/2007	21/12/2008
Pays-Bas	ratification	24/03/1988	24/03/1989

PAYS	Type de consentement	Date de consentement	Entrée en vigueur
Pérou	ratification	16/06/1986	16/06/1987
Portugal	ratification	02/05/1985	02/05/1986
Russie, Fédération de	ratification	13/02/1998	13/02/1999
Saint-Marin	ratification	19/04/1988	19/04/1989
Serbie	ratification	24/11/2000	21/11/2001
Slovaquie	ratification	14/06/2002	14/06/2003
Slovénie	ratification	29/05/1992	29/05/1993
Suède	ratification	11/08/1982	11/08/1983
Ukraine	ratification	11/04/2000	11/04/2001
Uruguay	ratification	16/11/1989	16/11/1990
Venezuela, République bolivarienne du	ratification	27/11/1984	27/11/1985
Yémen	ratification	13/03/1989	13/03/1990

LAND	Type instemming	Instemming datum	Datum inwerkingtreding
ALBANIE	Bekrachtiging	11/10/2007	11/10/2008
ARGENTINIË	Bekrachtiging	17/03/1988	17/03/1989
AUSTRALIE	Bekrachtiging	30/03/1990	30/03/1991
AZERBEIDZJAN	Bekrachtiging	29/10/2010	29/10/2011
België	Bekrachtiging	10/01/2015	10/01/2016
BELIZE	Bekrachtiging	22/06/1999	22/06/2000
BOLIVIA, Plurinationale Staat	Bekrachtiging	01/09/1998	01/09/1999
BOSNIË EN HERZEGOVINA	Bekrachtiging	02/06/1993	02/06/1994
BULGARIJE	Bekrachtiging	03/04/2006	03/04/2007
CHILI	Bekrachtiging	14/10/1994	14/10/1995
ECUADOR	Bekrachtiging	08/02/2013	08/02/2014
EL SALVADOR	Bekrachtiging	12/10/2000	12/10/2001
ETHIOPIE	Bekrachtiging	28/01/1991	28/01/1992
FINLAND	Bekrachtiging	09/02/1983	09/02/1984
FRANKRIJK	Bekrachtiging	16/03/1989	16/03/1990
GRIEKENLAND	Bekrachtiging	10/06/1988	10/06/1989
GUATEMALA	Bekrachtiging	06/01/1994	06/01/1995
GUINEA	Bekrachtiging	16/10/1995	16/10/1996
IJSLAND	Bekrachtiging	22/06/2000	22/06/2001
JAPAN	Bekrachtiging	09/06/1995	09/06/1996
KAZACHSTAN	Bekrachtiging	17/01/2013	17/01/2014
KOREA (ZUID)	Bekrachtiging	29/03/2001	29/03/2002
KROATIE	Bekrachtiging	08/10/1991	08/10/1992
LITOOUWEN	Bekrachtiging	06/05/2004	06/05/2005
NOORD-MACEDONIE	Bekrachtiging	17/11/1991	17/11/1992
MAURITIUS	Bekrachtiging	05/04/2004	05/04/2005
MONTENEGRO	Bekrachtiging	03/06/2006	03/06/2007
NEDERLAND	Bekrachtiging	24/03/1988	24/03/1989
NIGER	Bekrachtiging	05/06/1985	05/06/1986
NOORWEGEN	Bekrachtiging	22/06/1982	11/08/1983
OEKRAINE	Bekrachtiging	11/04/2000	11/04/2001
PARAGUAY	Bekrachtiging	21/12/2007	21/12/2008
PERU	Bekrachtiging	16/06/1986	16/06/1987
PORTUGAL	Bekrachtiging	02/05/1985	02/05/1986
RUSLAND	Bekrachtiging	13/02/1998	13/02/1999
SAN MARINO	Bekrachtiging	19/04/1988	19/04/1999

LAND	Type instemming	Instemming datum	Datum inwerkingtreding
SERVIË	Bekrachtiging	24/11/2000	24/11/2001
SLOVAKIE	Bekrachtiging	14/06/2002	14/06/2003
SLOVENIE	Bekrachtiging	29/05/1992	29/05/1993
SPANJE	Bekrachtiging	11/09/1985	11/09/1986
SWEDEN	Bekrachtiging	11/08/1982	11/08/1983
URUGUAY	Bekrachtiging	16/11/1989	16/11/1990
VENEZUELA	Bekrachtiging	27/11/1984	27/11/1985
YEMEN	Bekrachtiging	13/03/1989	13/03/1990

**SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

[C – 2019/41027]

1^{er} MARS 1998. — Loi portant assentiment à la Convention n° 128 concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, adoptée à Genève le 29 juin 1967 par la Conférence internationale du Travail lors de sa cinquante et unième session (1)(2)(3)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. La Convention n°128 concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, adoptée à Genève le 29 juin 1967 par la Conférence internationale du Travail lors de sa cinquante et unième session, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} mars 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
E. DERYCKE

Le Ministre des Pensions,
M. COLLA

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. SMET

Le Ministre des Affaires sociales,
M. DE GALAN

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

———
Notes

1) Sénat de Belgique (www.senate.be):

Documents: 1-519/1 (1996-1997)

Rapport: 15/01/1997.

La Chambre des représentants (www.lachambre.be) :

Documents : 49-1050/1 (1996-1997)

Rapport: 19/12/1997.

2) Voir Décret de la Communauté flamande/ Région flamande du 13/03/2009 (*Moniteur belge* du 16/04/2009), Décret de la Communauté française du 19/07/2011 (*Moniteur belge* du 16/08/2011), Décret de la Communauté germanophone du 16/12/2002 (*Moniteur belge* du 20/01/2003), Décret de la Région wallonne du 20/07/2011 (*Moniteur belge* du 08/08/2011+09/08/2011), Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 05/02/2015 (*Moniteur belge* du 19/02/2015).

3) Voir liste Etats liés.

**FEDERALE OVERHEIDS DIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

[C – 2019/41027]

1 MAART 1998. — Wet houdende instemming met de Overeenkomst nr. 128 betreffende uitkeringen inzake invaliditeit, ouderdom en nagelaten betrekkingen, aangenomen te Genève op 29 juni 1967 door de Internationale Arbeidsconferentie tijdens haar eenenvijftigste zitting (1)(2)(3)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. De Overeenkomst nr. 128 betreffende uitkeringen inzake invaliditeit, ouderdom en nagelaten betrekkingen, aangenomen te Genève op 29 juni 1967 door de Internationale Arbeidsconferentie tijdens haar eenenvijftigste zitting, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 1 maart 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
E. DERYCKE

De Minister van Pensioenen,
M. COLLA

De Minister van Arbeid en Tewerkstelling,
M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,
M. DE GALAN

Gezien en met's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

———
Nota's

(1) Senaat van België (www.senate.be):

Stukken: 1-519/1 (1996-1997)

Verslag: 15/01/1997.

Kamer van Volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be):

Stukken: 49-1050/1 (1996-1997)

Verslag: 19/12/1997.

(2) Zie Decreet van de Vlaamse Gemeenschap/ het Vlaamse Gewest van 13/03/2009 (*Belgisch Staatsblad* van 16/04/2009), Decreet van de Franse Gemeenschap van 19/07/2011 (*Belgisch Staatsblad* van 16/08/2011), Decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 16/12/2002 (*Belgisch Staatsblad* van 20/01/2003), Decreet van het Waalse Gewest van 20/07/2011 (*Belgisch Staatsblad* van 08/08/2011+09/08/2011), Ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest van 05/02/2015 (*Belgisch Staatsblad* van 19/02/2015).

(3) Zie lijst gebonden staten.